

## Productivité: la clef!

### ANALYSE



Carlo Thelen,  
Chambre de commerce

Selon la récente Note de conjoncture du Statec, notre croissance aurait été de 3,1% en 2016 et de 3,4% en 2017. L'emploi aurait quant à lui augmenté au même rythme, avec respectivement 3,0 et 3,3%, ce qui revient à dire que la productivité serait en stagnation durant ces deux années. C'est la négation même de la croissance qualitative, reposant sur une meilleure utilisation des ressources et non uniquement sur une plus grande mobilisation de ces dernières. Une reprise durable des investissements des entreprises serait de nature à doper la productivité. Qui dit investissements dit cependant rentabilité. Or, selon le récent bilan de l'Observatoire de la compétitivité, le Luxembourg figure au dernier rang des pays de l'UE en termes de rentabilité des sociétés non financières, sur la toile de fond de marges comprimées. Sur ce problème structurel viennent se greffer deux menaces pesant en particulier sur

nos petites entreprises, dont la rentabilité est fragile (transport, construction, horeca, etc.). Le premier risque est lié au dossier de l'organisation du temps de travail. L'étude sur la troisième révolution industrielle (TIR) illustre la nécessité d'une plus grande flexibilité en la matière, ne fût-ce que pour faire face à une demande volatile et à un manque de main-d'œuvre qualifiée. Cette flexibilité doit certes être encadrée, afin de concilier au mieux travail et vie privée.

Mais pas de manière rigide et centralisée, comme si tous les secteurs économiques se ressemblaient comme une goutte d'eau. Le second risque résulte de hausses répétées du salaire social minimum (SSM), qui semblent à première vue éminemment «sociales» mais pénalisent dans les faits l'emploi des moins qualifiés, tout en précipitant nombre de jeunes dans le «piège du chômage». Certaines personnes remises au travail grâce au partenariat conclu en 2015

entre l'UEL et l'Adem – avec d'excellents résultats jusqu'à présent – risqueraient de devoir repasser par la «case chômage» à cause d'une politique salariale mal dosée. Les augmentations du SSM tendent par ailleurs à se transmettre à l'ensemble de la structure salariale, avec à la clef une compétitivité et une rentabilité moindres de nos entreprises, donc in fine moins d'investissements et de productivité. Enfin, un rehaussement du SSM implique mécaniquement une hausse du plafond cotisable (égal à 5 fois le SSM au Luxembourg), donc à des cotisations accrues pesant sur les entreprises et sur leurs salariés. Avec pour résultat encore moins de rentabilité, de productivité... Le parfait cercle vicieux que nous devons notamment désamorcer en tranchant le nœud gordien du logement – un problème ne pouvant à l'évidence être résolu à coups de subventions et de coûts additionnels pour les entreprises...